

## PAUVRETES ET INEGALITES : FATALITE OU CHOIX DE SOCIETE ?

*La pauvreté ne cesse de s'étendre en Belgique comme dans les autres pays de l'Union européenne. Un Belge sur sept vit désormais sous le seuil de la pauvreté. Du jamais vu, le travail lui-même ne met plus à l'abri de ce fléau (1). Les causes sont diverses...*

2010 a été déclarée année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est une initiative récente de la Commission européenne. L'Union affirme que le sujet constitue une de ses principales priorités. Pourtant, 79 millions d'Européens vivent en situation de pauvreté (2).

Il y a peu, le gouvernement belge créait un baromètre de la pauvreté. Celui-ci doit permettre de mieux cerner le phénomène pour mieux cibler les politiques à mettre en œuvre. Une mesure qui vient s'ajouter à de nombreuses autres. Pourtant, un Belge sur sept vit actuellement sous le seuil de la pauvreté, celui-ci étant en 2007 (revenus 2006) de 878 €/mois (3).

### **Pourquoi est-on pauvre ?**

Les principaux facteurs de risque sont connus. Il s'agit du chômage ou d'un emploi mal rémunéré qui ne donne pas accès à un revenu décent ; du genre : les femmes sont davantage menacées par la pauvreté en raison du type d'emploi qu'elles occupent souvent (travail précaire, temps partiel,...), des interruptions de carrière pour élever un enfant ou s'occuper d'un proche malade ou âgé, des pensions plus faibles dont elles bénéficient ; de la taille de la famille : les familles nombreuses et monoparentales sont plus susceptibles d'être touchées par la pauvreté ; d'un faible niveau de formation qui limite l'accès à des emplois décents ; du handicap et de la mauvaise santé qui restreignent les possibilités de travail tout en augmentant les frais quotidiens ; du fait d'être immigré, sans papiers ou d'appartenir à une minorité ethnique : aux difficultés de trouver un emploi s'ajoutent la discrimination et le racisme.

Il faut insister tout particulièrement sur la perte des liens sociaux. Car être pauvre, ce n'est pas seulement manquer d'argent ou ne pas avoir accès à l'enseignement, au logement, aux soins de santé et à l'ensemble des services économiques, sociaux et culturels. « Dans de nombreuses langues, écrit Bruno C., pauvre ne signifie pas 'celui qui ne possède rien', mais 'celui qui n'a personne', personne qui fait attention à lui, personne non plus sur qui veiller ou avec qui partager. » (4).

Des études ont montré que les sociétés les moins inégalitaires en Europe connaissent des niveaux de pauvreté plus bas que les autres. Les gouvernements de ces pays ont fait le choix d'assurer à tous un revenu adéquat et l'accès aux services grâce à un système de protection sociale et la garantie d'un revenu minimum. Ils redistribuent la richesse au travers de la fiscalité et d'une série d'autres mécanismes. C'est ce qui explique que, par rapport à d'autres pays, la pauvreté en Belgique reste encore limitée même si plus de 700.000 personnes sont touchées.

## **Etat social = moins d'inégalités ?**

La redistribution des richesses constitue un des fondements de l'Etat social. Celui-ci est apparu dans les pays nordiques dans les années 20 avant de s'affirmer dans le reste de l'Europe occidentale. Il est le résultat des luttes menées pendant un siècle par les mouvements ouvriers et sociaux qui se sont battus contre les inégalités. Avant lui, explique Riccardo Petrella, quelqu'un qui ne travaillait pas n'avait pas de droits sociaux (5). Dans le cadre du système du Welfare (autre nom de l'Etat social), même ceux qui pour une raison ou une autre n'ont pas de travail rémunéré bénéficient du droit à la sécurité sociale. « Il ne s'agissait pas de se protéger tout seul, l'un contre l'autre, mais mutuellement : tous devaient (au moins sur le plan de la loi) bénéficier d'une juste protection sociale. »

Certes, le système n'était pas parfait mais il a permis de réduire les inégalités de revenus entre 1950 et 1975. Les forces sociales conservatrices tant au Etats-Unis qu'en Europe n'ont cependant jamais accepté ce système de solidarité et ont entrepris une opération de dénigrement et de destruction de l'Etat du Welfare, considéré comme un obstacle à l'installation du néo-libéralisme. Pour être efficace, il faut libéraliser le maximum de secteurs, privatiser l'eau, les transports, l'électricité, le gaz, les hôpitaux, etc., déréglementer. A ce jeu-là, l'Etat social est perdant. Les citoyens aussi. Il suffit de regarder l'actualité : crise financière, crise alimentaire, perte d'emplois, augmentation du gaz et de l'électricité, médicaments non remboursés... L'Union européenne a emboîté le pas au système. « La création du marché unique européen à partir de 1992 a contribué au démantèlement graduel – total à long terme – de la régulation politique des économies nationales (élimination des monopoles publics dans le domaine des biens et services collectifs, ouverture des marchés nationaux à la concurrence européenne) sans toutefois faire émerger un pouvoir politique régulateur de l'économie européenne au niveau de l'Union », écrit l'économiste.

## **Repenser nos sociétés**

L'Etat social n'a pas complètement disparu dans des pays comme le nôtre. Si nous avons un système de soins de santé comme celui que nous connaissons, c'est parce qu'il est toujours aux mains de l'autorité publique, fait remarquer Christian Léonard, directeur gestion du programme d'études au centre fédéral d'expertise des soins de santé (6). S'ils venaient à être privatisés, la Belgique compterait bien plus de pauvres qu'aujourd'hui car, ajoute-t-il, « c'est un secteur qui se caractérise par une forte inégalité. Ceux qui ont le plus de problèmes de santé sont aussi ceux qui ont le moins de moyens et le plus besoin de solidarité. » Le ministre Benoît Lutgen, se félicitait pour sa part de ce que la gestion de l'eau reste publique. Privatiser ce bien précieux, déclarait-il sur les plateaux de la RTBF, ce serait pure folie ! (7)

Les indicateurs économiques, sociaux et culturels dont on dispose confirment que, à partir des années 80, les inégalités structurelles ont augmenté entre les groupes sociaux au sein d'un même pays et entre les différents pays du monde. Aujourd'hui, il est indispensable de repenser nos sociétés et ne pas emboîter le pas à ceux qui considèrent qu'il est devenu pratiquement impossible d'éradiquer la pauvreté et donc d'éliminer les inégalités entre les êtres humains. La pauvreté doit être déclarée illégale comme le fut au 19ème siècle l'esclavage car elle prive les êtres humains du droit à une vie digne. Des moyens existent pour la mettre hors-la-loi comme la fiscalité redistributive par exemple qui vise une plus grande justice sociale ou encore l'interdiction pour les entreprises de délocaliser leurs activités dans des pays à bas salaires et faible protection sociale. Il faut les soutenir en même temps que les initiatives prises par les nombreux groupes d'exclus de par le monde. Ecoutons-les : ils ont des enseignements à nous faire passer. Ils nous disent comme ces femmes précarisées unies au sein d'un groupe ACRF, les Détourn'elles, que « personne n'est à l'abri de la pauvreté et qu'il faut beaucoup de courage quand on se trouve dans cette situation. Mais même si c'est le beau et le riche qui sont devenus la référence dans notre société, nous croyons, ajoutent-elles, que la vraie référence est à chercher en nous-mêmes, dans nos

valeurs et nos capacités. C'est de l'échange que naîtra la richesse. » D'autres nous racontent comment se défait une société ou se perdent des acquis sociaux. Autant de mises en garde en quelque sorte.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

- (1) Une étude réalisée en 2008 par la FGTB montre que 20 % des travailleurs se paupérisent.
- (2) [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu)
- (3) [www.delizee.be](http://www.delizee.be)
- (4) Bruno C., Pauvreté : « Personne » vous parle », Plein Soleil mars 2004.
- (5) Riccardo Petrella, Pour une nouvelle narration du monde, Editions Ecosociété, 2007.
- (6) Anne Vanhese, Tout est possible, PS janvier 2009
- (7) RTBF, Planète nature, 31/11/2008.

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie  
soient diffusées et reproduites ;  
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

